

# **ANNEXES**

## Annexe 1 : Définitions et modes de calcul des concepts utilisés (nomenclature M14)

Les valeurs moyennes des ratios sont calculées à partir des comptes de gestion des communes 2008 selon les concepts de l'instruction comptable M14 qui est appliquée par les communes depuis 1997.

**Les services annexes et les groupements ne sont pas pris en compte.**

### Avertissement pour l'ensemble de la publication 2008 :

Le terme « **gestion active de la dette** » ou encore « **réaménagement de dette** » signifie :

- d'une part **les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt** et comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette »,
- d'autre part **les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette** : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie : opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

**Annuité de la dette** : elle est composée du montant des intérêts des emprunts (dépenses réelles du compte 661) qui constituent une des charges de la section fonctionnement, et du montant du remboursement du capital (dépenses réelles du compte 16) qui figure parmi les dépenses indirectes d'investissement. L'addition de ces deux montants calculés hors gestion active de la dette permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

**Autres charges de gestion courante** : elles concernent les dépenses du compte 65 et se composent principalement des indemnités dues aux élus, des contingents, et des participations obligatoires.

**Charges de personnel (et frais assimilés)** : elles regroupent notamment les rémunérations et les charges sociales (compte 64) mais aussi les impôts, taxes et versements assimilés qui s'y rapportent (comptes 631 et 633) et les prestations versées au personnel extérieur au service (compte 621). Elles constituent les dépenses de la ligne budgétaire 012 de la balance générale.

**Charges à caractère général ou charges de gestion générale** : elles se composent des achats stockés ou non stockés (compte 60), des prestations de services extérieurs auxquelles on exclut les charges de personnel extérieur au service (comptes 61, et 62 hors 621) ainsi que des impôts, taxes et versements assimilés (comptes 635 et 637). Elles constituent les dépenses de la ligne budgétaire 011 de la balance générale.

**Coefficient communal de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF)** : indicateur général de pression fiscale, égal au rapport entre le produit des quatre taxes effectivement perçu par la commune, et le potentiel fiscal « corrigé » (i.e. obtenu en otant la compensation versée au titre de la suppression de la part salaires des bases de TP). *Ce ratio n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un groupement à TPU.*

**Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi (CMPF élargi)** : il correspond au rapport entre le produit fiscal voté sur le territoire communal par la commune et les groupements, et le potentiel fiscal « corrigé ». Ce ratio n'est pas calculé pour les SAN.

**Dépenses réelles totales** : somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.

**Dépenses réelles de fonctionnement** : elles correspondent au total des dépenses réelles de la balance générale en section de fonctionnement. À ces dépenses, on retire les travaux en régie (R72) pour obtenir les **dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie**.

**Dépenses réelles d'investissement** : elles correspondent au total des dépenses réelles de la balance générale en section d'investissement calculées, le cas échéant, hors gestion active de la dette. À ces dépenses, on ajoute les travaux en régie (R72) pour obtenir les **dépenses réelles d'investissement y compris les travaux en régie**.

**Dépenses d'équipement brut** : ces dépenses réelles intègrent les immobilisations incorporelles (compte 20), les immobilisations corporelles (compte 21), les immobilisations en cours (compte 23) et les opérations pour compte de tiers (compte 45, si possible uniquement 454, 456, 457 et 458) auxquels il convient d'ajouter le cas échéant les travaux en régie (compte 72).

**Dotations, participations reçues en fonctionnement** : elles constituent l'ensemble des recettes du compte 74 et comprennent principalement les transferts reçus par l'État : DGF, attributions de compensation et de péréquation, participations de l'État et autres (emplois jeunes...).

**Dotation globale de fonctionnement reçue en fonctionnement** : elle correspond aux recettes du compte 741. La DGF est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux collectivités locales.

**Dotations, subventions d'investissement reçues** : compte 10 (hors compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé) et compte 13.

**Emprunts** : ce sont les recettes réelles du compte 16 hors gestion active de la dette. Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus d'un an contractés pendant l'exercice.

**Encours de la dette communale totale** : emprunts et dettes à long et moyen terme restant dus au 31 décembre.

**Épargne de gestion** : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

**Épargne brute** : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie i.e. épargne de gestion – charges d'intérêts. Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

**Épargne nette** : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

**Fonds de roulement initial** : somme algébrique de l'excédent ou du déficit reporté en fonctionnement, du solde d'exécution en investissement et de l'excédent de fonctionnement capitalisé.

*FRI = ligne 002 en recettes – ligne 002 en dépenses + ligne 001 en recettes – ligne 001 en dépenses + compte 1068 en recettes.*

Le fonds de roulement correspond à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables du bilan. Il vise à compenser les décalages entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses.

**Impôts et taxes** : ce sont les recettes du compte 73.

**Intérêts** : ils concernent les dépenses réelles du compte 661 (charges d'intérêts).

**Potentiel fiscal** : indicateur de richesse fiscale, défini à l'article L.2334-4 du code général des collectivités territoriales. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal utilisé dans ce guide est le suivant :

*Potentiel fiscal = somme sur les 4 taxes (Bases d'imposition communales de 2008 x Taux moyens nationaux de 2008)*

les bases utilisées étant les bases brutes servant à l'assiette des impositions communales, auquel s'ajoute, depuis 1999, la compensation versée au titre de la suppression de la « part salaires » des bases de taxe professionnelle.

**Potentiel financier** : suite à la loi de finances initiale de 2004 qui organise la refonte de l'architecture des dotations de l'État, la notion de potentiel fiscal est remplacé par la notion de potentiel financier pour la répartition des dotations de péréquation de la DGF des communes. Le potentiel fiscal ne mesure que la capacité de la collectivité à mobiliser ses ressources fiscales, il ne tient pas compte de la richesse tirée par les collectivités de certaines dotations versées par l'État de manière mécanique et récurrente. Ainsi, le potentiel financier est égal au potentiel fiscal de la collectivité auquel sont ajoutées les dotations récurrentes de l'État.

**Produit des 4 taxes** : produit 4 taxes voté par la collectivité.

**Recettes réelles totales** : somme des recettes réelles de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement.

**Recettes réelles de fonctionnement** : elles correspondent au total des recettes réelles de la balance générale en section de fonctionnement.

**Recettes réelles d'investissement** : elles constituent l'ensemble des recettes d'investissement inscrites en mouvements réels, hors gestion active de la dette. À noter que le compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés) ne doit pas figurer dans le montant réel de la recette du compte 10 (dotations, fonds divers et réserves).

**Remboursements de dette** : dépenses réelles du compte 16 duquel on déduit les mouvements liés à la gestion active de la dette.

**Ventes de produits, prestations de services, marchandises** : recettes du compte 70 y compris la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).

## Annexe 2

### Structure de répartition des communes Répartition par strate de population

Population totale au recensement de population de 1999 modifiée, le cas échéant, par les recensements complémentaires pris en compte au 01/01/2008 :

strates	Nombre de communes	Population en millions d'habitants
Moins de 500 habitants	20 644	4,521
De 500 à moins de 2 000 habitants	11 136	10,804
De 2 000 à moins de 3 500 habitants	2 051	5,377
De 3 500 à moins de 5 000 habitants	873	3,651
De 5 000 à moins de 10 000 habitants	1 029	7,115
<b>Communes de moins de 10 000 habitants</b>	<b>35 733</b>	<b>31,468</b>

Source : Insee, recensements complémentaires de la population.

Rappel : au 01/01/2008, on comptait 949 communes de plus de 10 000 habitants (y compris Paris) pour une population de 31,4 millions.

### Répartition par région

Régions	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Nombre de communes total	Population des communes de moins de 10 000 hab. (en millions d'habitants)	Population des communes de plus de 10 000 hab. (en millions d'habitants)
Alsace	308	446	68	32	27	881	1,018	0,765
Aquitaine	1 307	744	97	50	55	2 253	1,873	1,223
Auvergne	813	380	57	24	19	1 293	0,928	0,446
Bourgogne	1 451	482	50	14	33	2 030	1,166	0,515
Bretagne	235	658	189	78	72	1 232	2,084	1,090
Centre	948	678	106	38	37	1 807	1,586	0,960
Champagne-Ardenne	1 547	318	38	13	18	1 934	0,834	0,561
Corse	280	55	15	3	4	357	0,170	0,104
Franche-Comté	1 371	328	43	18	14	1 774	0,833	0,340
Ile-de-France	328	431	108	61	110	1 038	1,852	9,344
Languedoc-Roussillon	881	418	110	50	62	1 521	1,492	0,957
Limousin	464	231	26	9	11	741	0,504	0,244
Lorraine	1 595	518	99	37	57	2 306	1,612	0,788
Midi-Pyrénées	2 190	615	99	40	41	2 985	1,703	1,057
Nord-Pas-de-Calais	625	539	129	72	101	1 466	2,040	2,044
Basse-Normandie	1 212	490	53	25	16	1 796	1,082	0,409
Haute-Normandie	818	477	52	17	29	1 393	1,060	0,778
Pays de la Loire	433	703	196	70	61	1 463	2,095	1,364
Picardie	1 564	576	91	18	20	2 269	1,310	0,608
Poitou-Charentes	711	584	95	29	29	1 448	1,297	0,465
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	420	239	96	60	68	883	1,324	3,318
Rhône-Alpes	1 140	1 209	227	103	119	2 798	3,328	2,619
Outre-Mer (1)	3	17	7	12	26	65	0,276	1,434
<b>Métropole</b>	<b>20 641</b>	<b>11 119</b>	<b>2 044</b>	<b>861</b>	<b>1 003</b>	<b>35 668</b>	<b>31,192</b>	<b>29,998</b>
<b>France entière</b>	<b>20 644</b>	<b>11 136</b>	<b>2 051</b>	<b>873</b>	<b>1 029</b>	<b>35 733</b>	<b>31,468</b>	<b>31,432</b>

Source : Insee, recensements complémentaires de la population.

(1) ne sont concernées que les communes des 4 départements d'outre-mer, hors Saint-Barthélemy et Saint-Martin qui sont des Collectivités d'outre-mer depuis juillet 2007.

### Annexe 3 : Données financières par strate des communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants (hors Paris)

Communes de plus de 10 000 habitants (hors Paris)	en euros par habitant						Rappel : moins de 10 000 hab.
	De 10 000 à moins de 20 000 hab.	De 20 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	Plus de 300 000 habitants	Ensemble plus de 10 000 hab.	
<b>Dépenses réelles totales (DRT)</b>	<b>1 546</b>	<b>1 708</b>	<b>1 974</b>	<b>1 685</b>	<b>1 735</b>	<b>1 714</b>	<b>1 160</b>
Gestion active de la dette	51	78	133	154	78	95	8
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 495</b>	<b>1 630</b>	<b>1 841</b>	<b>1 531</b>	<b>1 658</b>	<b>1 619</b>	<b>1 152</b>
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie	1 082	1 222	1 378	1 142	1 251	1 203	708
Dépenses réelles d'investissement y c. travaux en régie	464	486	596	543	484	510	451
Dépenses réelles d'investissement * y c. travaux en régie	413	408	463	389	406	416	443
<b>Dépenses de gestion hors travaux en régie ** (I)</b>	<b>1 041</b>	<b>1 176</b>	<b>1 325</b>	<b>1 101</b>	<b>1 193</b>	<b>1 157</b>	<b>677</b>
Charges à caractère général	279	304	327	267	260	292	213
Charges de personnel	607	696	769	606	714	673	326
Autres charges de gestion courante	148	159	204	199	169	172	127
Autres dépenses de gestion	13	22	29	34	51	25	16
(- travaux en régie)	(-7)	(-5)	(-4)	(-5)	(-1)	(-5)	(-4)
<b>Recettes réelles de fonctionnement (II) (RRF)</b>	<b>1 261</b>	<b>1 400</b>	<b>1 580</b>	<b>1 329</b>	<b>1 401</b>	<b>1 386</b>	<b>900</b>
Impôts et taxes	754	808	921	781	845	813	468
dont produit des 4 taxes	488	538	609	499	499	529	326
dont produit des 4 taxes y c. revers de TP du group.	682	712	802	698	734	720	408
Dotations et participations	358	428	469	387	378	407	289
dont DGF	258	304	343	281	278	294	207
Ventes de produits, prestations de services	74	87	97	73	86	83	55
Autres recettes de fonctionnement	75	78	93	89	92	83	88
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>							
<b>Épargne de gestion (III) = (II) - (I)</b>	<b>220</b>	<b>224</b>	<b>255</b>	<b>229</b>	<b>208</b>	<b>228</b>	<b>223</b>
Intérêts (IV)	41	46	54	41	58	46	31
<b>Épargne brute (V) = (III) - (IV)</b>	<b>179</b>	<b>179</b>	<b>202</b>	<b>188</b>	<b>150</b>	<b>182</b>	<b>192</b>
Remboursements de dette * (VI)	75	70	68	63	96	72	78
<b>Épargne nette = (V) - (VI)</b>	<b>104</b>	<b>109</b>	<b>133</b>	<b>124</b>	<b>54</b>	<b>111</b>	<b>114</b>
<b>Dépenses d'équipement brut</b>	<b>320</b>	<b>320</b>	<b>359</b>	<b>291</b>	<b>270</b>	<b>318</b>	<b>350</b>
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>254</b>	<b>238</b>	<b>315</b>	<b>199</b>	<b>249</b>	<b>250</b>	<b>258</b>
Dotations et subventions d'investissement	143	124	136	98	86	123	140
Emprunts* (VII)	106	99	158	78	106	108	100
Autres recettes d'investissement	5	15	22	23	57	18	18
<b>dette communale totale 31/12/2008</b>	<b>919</b>	<b>1 089</b>	<b>1 377</b>	<b>983</b>	<b>1 327</b>	<b>1 097</b>	<b>724</b>
Annuité de la dette*	116	116	122	104	154	118	109
Variation nette de l'endettement = (VII) - (VI)	31	29	90	15	11	37	23

Source : comptes administratifs 2008 et traitements DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFiP.

\* hors gestion active de la dette

\*\* Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts.